

Mes chers collègues,
Mesdames et Messieurs,

Merci. Du fond du cœur, merci.

Merci à chacun des conseillers généraux, socialistes, communistes et de la gauche citoyenne, qui m'ont accordé leur confiance en m'élisant 5^e Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis.

Je salue aussi les membres de l'opposition départementale. Je veux qu'ils sachent qu'ils auront toute leur place dans cette assemblée.

Je souhaite la bienvenue à l'ensemble des élus qui nous ont fait l'honneur d'être présents dans cette salle : parlementaires, conseillers régionaux, maires, maires-adjoints et conseillers municipaux.

Les uns et les autres, nous ne sommes pas là par hasard.

Nous sommes présents ici, hommes et femmes de gauche et de droite, grâce à une vieille idée qui n'a jamais été aussi neuve. Cette vieille idée, conquise dans le sang et dans les larmes, bien des peuples du monde nous l'envient. Elle porte le nom de démocratie.

C'est au nom de la démocratie que j'ai l'honneur de présider cette séance. Je veux rendre hommage à mes quatre prédécesseurs, Georges Valbon, Jean-Louis Mons, Robert Clément et Hervé Bramy, qui ont servi notre département avec ferveur.

C'est au nom de la démocratie que la gauche est majoritaire dans cet hémicycle, et qu'au sein-même de la gauche, les électeurs ont souhaité établir de nouveaux équilibres.

Bien sûr, je sais le sentiment qui peut être celui de certains des élus communistes, devant ces changements.

Je veux leur dire que « du passé je ne fais pas table rase » et que je sais ce qu'ont pu représenter la carte Imagin'R à 50%, le chèque ordinateur et l'aide au permis de conduire dans la vie de nos concitoyens. Mais à présent, les Républicains que nous sommes tous ne peuvent que s'incliner : la démocratie a parlé.

Mes chers collègues, il y a 40 ans, le 1^{er} janvier 1968, naissait notre département à partir du regroupement de la partie nord-est de l'ancien département de la Seine, et d'une petite portion de celui de Seine-et-Oise.

1968. Une belle année dont le président de la République a tort de vouloir liquider l'héritage !

Que de changements, que de mutations pour ce département, en quatre décennies !
De la fin des Trente Glorieuses – avec ces vies rythmées par la valeur travail, le plein-emploi, le chemin des usines, les luttes sociales, les solidarités ouvrières – à la

désindustrialisation et son cortège de vies cassées par les réductions massives d'effectifs, les fermetures d'entreprises et les délocalisations d'activité. Avec les ravages du chômage de masse, de la toxicomanie et de la délinquance dans nos quartiers populaires, la Seine-Saint-Denis a payé un lourd tribut à l'avènement d'un monde nouveau.

Car oui, Mesdames et Messieurs, nous sommes entrés dans un monde nouveau qui, comme la langue d'Esopo, peut être la meilleure et la pire des choses.

Un monde extraordinaire, avec l'allongement de la durée de la vie, le progrès scientifique, l'innovation technologique, la naissance d'une véritable cause environnementale et de solidarités transnationales.

Mais un monde de périls avec de nouvelles formes de pauvretés, de replis identitaires, de violences. Et le terrible échec de la mondialisation financière qui a élevé le fric au rang de valeur ultime de nos sociétés occidentales, qui tolère que l'on puisse travailler tout en étant pauvre, et qui consent à ce que l'Afrique crève, poussant des femmes et des hommes à fuir leur pays, leur famille, au péril de leur vie. Simplement pour survivre.

Pour ceux-là, le message de la France ne peut être que des parents d'enfants nés sur notre sol soient arrêtés devant l'école de la République ! En Seine-Saint-Denis ou ailleurs, jamais je ne l'accepterai.

Dans ce monde nouveau, le débat démocratique amène la droite et la gauche à proposer des projets politiques différents.

- Sur le pouvoir d'achat, les uns considèrent que la bonne réponse à apporter est de « travailler plus pour gagner plus ». Les autres, pensent qu'il s'agit d'abord de « travailler tous », de promouvoir le service public, « patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine », et d'associer le travail à des salaires qui permettent de vivre dignement, comme devraient le permettre (une fois l'âge de la retraite venu) des pensions décentes.

Sur l'école, les uns pratiquent allègrement les fermetures de classes et les réductions d'effectifs. Les autres croient que l'éducation de nos enfants doit être une priorité budgétaire toujours et encore réaffirmée, et que l'ensemble de la communauté scolaire (professeurs, personnels, parents d'élèves) doit être associée au projet éducatif.

Sur le logement, les uns s'affranchissent volontiers de leur obligation de se conformer à la loi SRU pour éviter d'accueillir les pauvres, les immigrés et leurs enfants. Les autres croient que l'article 55 de cette grande loi de la République (que j'avais fait voter aux côtés de Jean-Claude Gayssot) nous permettra de relever le défi de la crise du logement.

- Sur la sécurité, les uns favorisent la présence policière dans les centres-villes au détriment des quartiers populaires, et considèrent que la paix dans ces quartiers s'obtient à coups de drones et à force d'opérations spectaculaires. Les autres ont la conviction qu'il faut installer une police de confiance pour rétablir le lien avec les habitants, tout en développant des actions de prévention et des programmes d'éducation.

- Sur la décentralisation, les uns ont choisi de transférer des compétences aux collectivités locales sans leur en donner les moyens financiers. Les autres croient au contraire à une décentralisation à l'euro près et, plus largement, à un partage des richesses entre les territoires riches et les territoires pauvres.

Dans ce débat démocratique, je veux que le Département prenne toute sa place.

Mes chers collègues, Mesdames et Messieurs, je suis un enfant de la Seine-Saint-Denis, et je la connais par cœur.

J'ai débarqué ici à 9 ans, en provenance directe de Tunisie, le pays où je suis né. J'ai grandi au Pré-Saint-Gervais, dans ce département. Et au-delà de ma gratitude envers mon père italien et ma mère d'origine maltaise, je dois tout aux enseignants, aux services publics, au souffle de tolérance et à la vie associative qui ont fait la marque de la Seine-Saint-Denis.

Comparaison n'est pas raison me direz-vous. Et je sais qu'il est plus facile de connaître l'intégration républicaine en période de plein emploi, plutôt que lorsque le chômage et la précarité ravagent nos quartiers populaires.

Mais j'en suis convaincu, nous pouvons réussir ici ! Notre département est à un carrefour de son existence. Bien sûr, de trop nombreux habitants souffrent, jusqu'à sombrer dans les pires formes de repli sur soi, parfois même dans la violence.

Que chacun sache que nous ne laisserons personne sur le bord du chemin, et que nous prendrons toutes nos responsabilités pour faire reculer les inégalités, en matière de santé, de logement, de pouvoir d'achat et d'éducation. Nul ne doit se résigner à en être exclu, car nul n'est condamné à l'échec.

Dans le même temps, aveugle est celui qui ne voit pas que notre département change, décolle, se transforme. Des entreprises s'installent, des capitaux investissent, de nouvelles populations arrivent et réalisent que l'on peut vivre en Seine-Saint-Denis et y être heureux.

Nous devons prendre en compte les mutations sociales intervenues dans le département, et savoir les interpréter. Nous assistons dans nos villes à l'arrivée de nouveaux employés, de professions intermédiaires, de cadres moyens, souvent issus de l'immigration.

Ces nouvelles populations sont une chance pour notre département. Elles ne doivent pas repousser les habitants de la Seine-Saint-Denis, mais au contraire participer au brassage, à la mixité sociale dont notre département a tant besoin. Je veux donc leur

dire : « Vous êtes les bienvenues ! Croyez en la Seine-Saint-Denis car nous croyons que vous avez un rôle à y jouer !

Nous voulons que ceux qui y vivent depuis toujours et ceux qui y arrivent puissent faire société commune, vivre ensemble en toute sécurité, éduquer leurs enfants dans l'école de la République.

Et puis, nous avons la jeunesse, le dynamisme, l'enthousiasme, une population de toutes les couleurs ! Nous sommes déjà aujourd'hui la France de demain !

Mes chers collègues, vivre et réussir ensemble, voilà le projet que je vous propose de conduire.

Je veux que le Département soit partenaire de chacun de ses habitants à toutes les étapes importantes de la vie.

- La naissance d'un enfant est la plus immense source de bonheur. Mais quelle inquiétude pour une mère célibataire, pour un jeune couple lorsqu'ils se demandent comment conjuguer leur vie professionnelle avec leur vie de famille. Et bien, je veux que la Seine-Saint-Denis occupe le premier rang de tous les départements d'Ile-de-France dans le domaine de la petite enfance. Chaque famille doit pouvoir bénéficier d'une solution de garde.

- Par la suite, l'entrée de son enfant au collège peut conduire à de grandes angoisses. Chacun sait que tout ou presque s'y joue. La réussite comme l'échec. Nous prendrons nos responsabilités, aux côtés d'un Etat qui devra prendre les siennes, pour offrir à tous le collège de l'égalité, le collège de la réussite et le collège de la sécurité.

- Un peu plus tard, certains de nos enfants sont sommés de trouver un premier stage pour valider leur formation professionnelle. D'autres, qui ont obtenu un diplôme ou une qualification, peuvent passer des mois, parfois des années, avant de trouver enfin le chemin de l'emploi.

Le pacte passé entre l'école et la Nation pourrait se résumer ainsi : « Travaille mon fils, travaille ma fille, et tes efforts seront récompensés. » Et bien, nous mettrons les moyens nécessaires pour faire vivre ce pacte.

Il n'est pas acceptable qu'un jeune diplômé ou qualifié passe plus d'un an au chômage. Le Département sera partenaire des politiques d'emploi, pour eux et pour ceux qui ont arrêté leur scolarité trop tôt.

Il n'est pas plus acceptable que nos enfants jouent leur avenir sur la consonance de leur nom de famille, le pays d'origine de leurs parents ou la couleur de leur peau. Nous lancerons un grand plan de lutte contre les discriminations. Ce combat-là, allié à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, je vous propose que nous en fassions la grande cause départementale.

- Encore plus tard, nos enfants (qui le sont d'ailleurs de moins en moins), recherchent un premier logement pour voler de leurs propres ailes, fonder leur famille. Chacun sait que cette recherche s'apparente très vite au parcours du combattant. On trouve parfois dans le même logement, comme dans l'après-guerre, deux voire trois générations qui cohabitent. Ce n'est pas tolérable. Nous mettrons les moyens nécessaires pour réserver des logements aux jeunes qui ont besoin de ce coup de pouce pour démarrer dans la vie.

Plus largement, je prends l'engagement que toutes les communes qui souhaitent se lancer dans la construction neuve, dans une opération mixte ou dans un plan de lutte contre l'habitat insalubre pourront compter sur l'aide du Département.

- Au milieu de sa vie, on peut connaître des moments de grande détresse sociale. Ces moments où l'on a le sentiment d'être de moins en moins un citoyen, et de plus en plus un Rmiste. Je veux dire à ceux-là que nous ferons tout, non seulement pour les soutenir, mais aussi pour les accompagner sur le chemin de la réinsertion.

- Enfin, au crépuscule de leur vie, pour de nombreux habitants de la Seine-Saint-Denis, « grand-âge » rime trop souvent encore avec « naufrage ». Pour eux, nous amplifierons l'effort afin qu'ils puissent vivre dignement. Nous proposerons aussi aux Séniors débordant d'énergie un accès au développement culturel, sportif et la possibilité de dédier du temps à une action associative.

Mesdames et Messieurs, chers collègues, c'est par des mesures immédiates et très concrètes que nous apporterons la preuve que la politique peut changer la vie de nos concitoyens.

À côté de ces réponses quotidiennes, je veux établir trois grandes priorités pour faire entrer la Seine-Saint-Denis dans le 21^e siècle.

- D'abord, l'environnement. Je ne veux pas créer un énième programme environnemental. Ce que je veux, c'est mettre de l'environnement partout.

Nous allons mettre en place le principe de « l'éco-bonus ». Pour chaque projet qui lui sera proposé, le Conseil général appliquera un bonus ou un malus à ses aides en fonction des critères de qualité environnementale et de maîtrise de l'énergie.

J'assume : le Département doit s'imposer comme le « gardien écologique » de son territoire.

- Ensuite, la culture. Je ne veux pas d'une culture élitiste, confidentielle ou renfermée sur elle-même. Je veux la culture pour tous et la culture pour changer l'image du département.

Nous allons provoquer un choc culturel pour les jeunes de notre département. S'ils ne vont pas à la culture, la culture viendra à eux ! Nous nous appuyerons bien évidemment sur le collège.

*Je vous proposerai que le Département lance un appel à projet culturel dans les collèges auprès des équipes enseignantes. Tout projet pertinent sera soutenu par le Conseil général.

* Je vous proposerai que chaque demande de subvention formulée par une institution culturelle soit soumise à la « clause éducative », à savoir une offre gratuite en direction de groupes scolaires.

Nous ferons aussi de la culture un outil pour améliorer l'image de la Seine-Saint-Denis. Pour cela, réfléchissons ensemble à deux grands projets : pourquoi pas une Grande école de mode et de design international, ou un Grand Centre d'art contemporain ? Nous avons les jeunes créateurs, les artistes. Donnons-leur les moyens de s'exprimer et faisons d'eux les nouveaux visages de la Seine-Saint-Denis créative.

- Enfin, le développement économique. Nous lancerons immédiatement un signal politique en direction des entreprises pour leur dire « Vous êtes les bienvenues pour créer de l'emploi dans nos villes. ».

Ce n'est pas au marché de décider seul des zones de notre territoire qui ont droit au développement et de celles qui sont à tout jamais condamnées à l'état de friches. L'intervention publique doit impulser, accompagner et encadrer l'activité économique.

Cela signifie une augmentation sensible du budget dédié au développement économique et le renforcement des actions de promotion du département.

Nous devons être capables de convaincre les entreprises et les investisseurs que l'avenir est chez nous et qu'il ne se fera pas sans nous.

Voilà pour les grandes arêtes de notre vision de l'avenir. Mais nulle volonté politique ne se réalise du haut d'une tribune, si symbolique soit-elle. Le projet dont je vous parle, mes chers collègues, ne peut réussir que s'il est partagé.

Partagé par le personnel du Conseil général. Les ambassadeurs de l'avenir, ce sont les 7442 agents départementaux. Je veux que chacun d'entre eux soit associé à la mise en œuvre du projet. Je veux qu'ils puissent prendre la parole, apporter leurs idées, participer au débat.

J'en rencontrerai les représentants très prochainement.

Comme vous, j'ai lu attentivement l'audit sur le personnel départemental commandé par notre assemblée. Je ferai tout pour que dans la prochaine étude, le sentiment de souffrance présent chez de trop nombreux agents ne soit plus qu'un mauvais souvenir.

Notre projet doit aussi être partagé par tous les élus de notre assemblée. Le Département n'appartient à personne d'autre qu'à ses habitants. Chacun de nous, à

droite, à gauche, mérite un égal respect car il est un représentant des habitants de la Seine-Saint-Denis. Tous les élus de cette assemblée pourront faire valoir leurs propositions. Ils seront tous écoutés avec la même attention. C'est le débat démocratique qui tranchera. Rien d'autre.

Notre projet doit enfin être partagé par tous les partenaires politiques, économiques et sociaux du département. Nous ne gouvernerons pas reclus sur nous-mêmes.

- Je rencontrerai très prochainement les maires et les présidents des communautés d'agglomération du département, mais aussi le maire de Paris et le Président de la région Ile-de-France pour que nous mettions en place de nouvelles façons de travailler ensemble.

- Nous instituerons un Conseil départemental du développement durable, pour associer l'ensemble des forces vives à la conduite de notre projet.

Je rencontrerai le Préfet de la Seine-Saint-Denis et le Préfet de la région Ile-de-France, dans les jours qui viennent, pour que nous puissions travailler plus étroitement avec les services de l'Etat qui jouent un rôle crucial dans la vie quotidienne de nos concitoyens.

- Et puis nous n'aurons pas peur de dialoguer avec le gouvernement. Nous voulons notamment être partenaires de la politique de la ville, et nous saurons taper du poing sur la table pour exiger le respect des engagements de l'État.

Plus largement, mes chers collègues, nous devons être capables de faire entendre et respecter la voix des habitants de la Seine-Saint-Denis sur tous les sujets qui concernent leur vie.

Je pense en particulier au projet dit « du Grand-Paris » sur lequel nous entendons peser dans le sens de la solidarité entre les territoires.

Je pense aussi au débat récurrent sur la suppression des départements. Ce débat-là, il ne faut pas le subir, mais l'investir. C'est en démontrant que le département peut être la bonne dimension pour toutes les politiques de solidarité, que nous parviendrons à convaincre que sa disparition serait une erreur, et même une faute.

Enfin, pour que nous soyons, collectivement, respectés par nos partenaires, nous devons être, collectivement, irréprochables.

Cela nous confère deux devoirs :

- D'une part, l'ouverture des portes et des fenêtres de cette grande maison. Je vous proposerai d'instituer un Médiateur du département qui offrira à nos concitoyens un moyen de régler un éventuel différend avec l'administration.

- D'autre part, la transparence dans la gestion. Nous lancerons une évaluation des politiques menées afin que chaque euro dépensé soit un euro utile. Parce que ma

conception de la politique est de rendre des comptes aux électeurs, chaque année, le 16 mars, date de notre élection, je rendrai compte de l'état d'avancement de notre projet, à vous-mêmes, comme au million et demi d'habitants de la Seine-Saint-Denis.

Mesdames et Messieurs, mes chers collègues, voilà la feuille de route que je vous propose. Tout cela ne se réalisera pas d'un simple claquement de doigt. Mais j'ai confiance, parce que j'ai décidé d'associer toutes les énergies à cette belle aventure. Et si chacune apporte sa pierre, je suis convaincu que nous pourrons réussir ensemble de grandes choses.

Je suis fier d'être un habitant de la Seine-Saint-Denis. Fier et heureux d'y habiter et d'y avoir vu grandir mes enfants. Je sais ce que l'histoire et la réalité de ce département ont apporté à la construction de l'homme que je suis aujourd'hui. L'idée de lui rendre après qu'il m'ait tant donné est le moteur de mon action politique.

Dans mon parcours, j'ai eu l'honneur d'exercer de nombreuses responsabilités. En devenant Président du Conseil général, ce n'est pas un galon supplémentaire que je viens chercher. Une seule chose m'anime : aider ce département à réussir, et prouver que la volonté politique peut changer la vie.

C'est avec ce genre de pratique que l'on pourra donner envie à nos concitoyens de s'engager, de croire en la politique, et de donner plus de force à la démocratie, cette vieille idée qui n'a jamais été aussi neuve, pour la léguer renforcée aux générations futures.

Je vous remercie.